



Services publics

75

Comité
des syndicats
Ville de Paris

la
cgt

Le gouvernement Macron / Barnier en ordre de marche contre la classe ouvrière par son projet de loi de finances pour 2025. Le nouveau premier ministre Michel Barnier nommé par Emmanuel Macron a annoncé la couleur à l'ensemble du salariat en présentant son projet de loi de finances pour 2025 : Sabrer les dépenses publiques à hauteur de 40 milliards pour affaiblir la croissance (moins de cotisations qui rentrent, moins d'impôts qui rentrent...), et en parallèle continuer d'enrichir les actionnaires et, par cet effet, desservir l'économie.

La CGT Ville de Paris réaffirme qu'il faut aller chercher du côté des recettes, notamment en imposant chez les 1% des ultra-riches, plutôt que de couper les dépenses publiques qui protègent les travailleurs et qui protègent l'économie. Il faut augmenter les salaires et arrêter toutes exonérations des cotisations sociales.

Bruno Lemaire ancien ministre de l'économie, nous avait annoncé 4.1% de déficit prévu du PIB pour 2024 fin 2023, alors que la réalité d'aujourd'hui prévoit 6.1% de déficit prévu du PIB. La Macronie a-t-elle dissimulée les chiffres, dans sa politique du mensonge toujours plus aiguisée, puisqu'elle se targue d'avoir réindustrialisé le pays, baissé le chiffre du chômage, réarmé les services publics...

- Le chômage ne baisse pas : l'an dernier 100000 privés d'emplois sont sortis des statistiques, en restant toujours aujourd'hui privé d'emploi.
- Le pays ne se réindustrialise pas : 15% de salariés dans l'industrie en 2017, 13% en 2024.
- Les cadeaux fiscaux ont servi les dividendes qui ont été multipliés par deux depuis 2017.

Barnier nous annonce :

- 5 milliards d'euros d'économies dans les collectivités territoriales,
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2024 et en 2025, alors que leurs salaires ont perdu plus de 18% face à l'inflation depuis 2010, et qu'1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards) ne représente que 2% des aides publiques aux entreprises privés.

Sur le projet de loi de finances de la Sécurité sociale, le gouvernement Macron / Barnier cogne fort sur les dépenses de sécurité sociale en :

- Baissant le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie de 70 à 60% alors que leur montant va augmenter.
- Baissant le montant des indemnités journalières de sécurité sociale.

En parallèle, on nous impose actuellement dans les collectivités locales, un accord obligatoire d'adhésion à la couverture de protection sociale complémentaire santé et à la prévoyance santé, avec des appels d'offres des employeurs publics vers des assureurs privés ou des « mutuelles », qui contribuera à terme à la privatisation de notre sécurité sociale.

Pour la CGT Ville de Paris, nous réitérons notre exigence à la mise en œuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 %. La sécurité sociale est un droit essentiel pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, y toucher c'est toucher aux droits à la santé et aux soins pour toutes et tous.

La Macronie refuse à ce stade d'enterrer définitivement le projet de loi de l'ancien ministre de la Fonction publique Stanislas Guerini, déclarant que toutes les hypothèses sont sur la table, y compris une reprise totale ou tout au moins partielle du projet : suppressions des catégories historiques de la fonction publique (A, B et C), accentuer les licenciements, primes au mérite...

Vous l'aurez compris, avec Barnier pas de changement de cap, l'expression démocratique des élections législatives du 07 juillet 2024 ne le concerne pas, il continue :

Austérité - Coupe Budgétaire- massacre des services publics - loi immigration...

La CGT revendique au national :

- La retraite à 60 ans maximum à taux plein (55 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres), avec 35 annuités à taux plein et l'abrogation de toutes les contre-réformes depuis 1993;
- La mise en œuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 % ;
- L'augmentation immédiate du point d'indice à 6 euros ;
- l'abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction Publique de 2019;
- l'arrêt des livraisons d'armes de la France à l'Ukraine, à Israël... Redistribution des 413 milliards de la loi de programmation militaire votée par la gauche et la droite du Capital, dans nos services publics ;
- L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de tous nos camarades.

Dans ce marasme démocratique, comment l'exécutif parisien dit « de gauche » va se positionner avec les agents de la collectivité ?

La Maire de Paris a su pendant la période des JOP 2024 mettre les moyens suffisant du service public face aux besoins réels des usagers, elle doit les pérenniser !

La CGT Ville de Paris revendique :

- Aucune coupe budgétaire au niveau des services publics parisiens ;
- Des moyens en régie avec embauche au statut dans toutes les directions de la Ville en phase avec le besoin réel des usagers ;
- Un plan total de déprécarisation qui renforcera un service public parisien de qualité et qui renforcera notre sécurité sociale ainsi que notre caisse de retraite la CNRACL ;
- Une augmentation des salaires : sur les grilles indiciaires pour les statuts spécifiques de la Ville de Paris et sur l'indemnitaire pour les statuts normés, avec la pérennisation du ratio promu/promouvable à 100% ;
- La gratification « JOP 2024 » à 1900€ pour toutes et tous ;
- Le maintien de l'APS décorrélé de la santé;
- L'extension du Ségur à tous les métiers du soin et du lien à la Ville de Paris.

Pour porter ces revendications et la transformation de la société, la CGT Ville de Paris appellera l'ensemble des agents dans l'unité à la grève, car nous le savons : Seul le rapport de force nous permettra la Victoire !!!

